

Brochure n° 3232

Convention collective nationale

IDCC : 1606. – **BRICOLAGE**
(Vente au détail en libre-service)
(11^e édition. – Juillet 2005)

AVENANT DU 24 OCTOBRE 2005

RELATIF AUX SALAIRES MINIMA

NOR : ASET0551310M

IDCC : 1606

Entre :

La fédération des magasins de bricolage,

D'une part, et

La fédération des services CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Objet

Le présent accord a pour objet de fixer les salaires minimaux applicables aux salariés des entreprises relevant du champ d'application de la convention collective nationale du bricolage.

Article 2

Grille des salaires minimaux

Les rémunérations contenues dans cette grille correspondent à la durée légale de travail en vigueur. Elles seront réduites proportionnellement pour les durées de travail inférieures. Il en sera de même pour toute suspension du contrat de travail ayant entraîné le non-paiement du salaire.

*Employés**(En euros.)*

NIVEAU	DEGRÉ	COEFFICIENT	RÉMUNÉRATION MENSUELLE brute garantie
I	B	120	1 242
II	C	140	1 250
	D	150	1 264
	E	160	1 289
III	F	190	1 319
	G	200	1 381

*Agents de maîtrise**(En euros.)*

NIVEAU	DEGRÉ	COEFFICIENT	RÉMUNÉRATION MENSUELLE brute garantie
IV	H	220	1 504
	I	250	1 572
	J	280	1 649

*Cadres**(En euros.)*

NIVEAU	DEGRÉ	COEFFICIENT	RÉMUNÉRATION MENSUELLE brute garantie par l'application d'une garantie mensuelle de 8 %	RÉMUNÉRATION annuelle
V	K	320	2 177	27 212
	L	400	2 275	28 437
	M	500	2 538	31 725
	N	600	2 733	34 162

Article 3*Date d'application*

Le présent accord s'applique le 1^{er} jour du mois suivant la publication de son arrêté d'extension et au plus tôt le 1^{er} mars 2006.

Article 4*Publicité*

Le présent accord sera déposé en 5 exemplaires à la direction départementale du travail et de l'emploi de Paris et en 1 exemplaire au secrétariat du greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Article 5

Extension

Les parties signataires sont convenues de demander sans délai l'extension du présent accord, la fédération des magasins de bricolage étant chargée des formalités à accomplir à cette fin.

Fait à Paris, le 24 octobre 2005.

(Suivent les signatures.)